

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD  
NORTH ATLANTIC COUNCIL

3-1-02 B (16-67)

FRANCAIS SEULEMENT  
9 mars 1967

EXEMPLAIRE N° 172

COPY  
NATO CONFIDENTIEL  
DOCUMENT DE TRAVAIL  
AC/261-WP(67)1

GROUPE SPECIAL SUR LE FUTUR DE L'ALLIANCE

PREPARATION DE LA PROCHAINE REUNION

Note du Secrétaire

La déclaration prononcée par le Secrétaire Général à l'ouverture de la réunion du Groupe Spécial en date du 6 mars 1967 ayant été distribuée après la réunion, mais en anglais seulement, vous voudrez bien trouver ci-joint la traduction/en français de cette déclaration.

*voir note du 4 mars 67*

2. Je profite de cette occasion pour rappeler aux Délégations la date et l'heure de la prochaine réunion : lundi 13 mars 1967 à 15 heures.

(Signé) F.C. MENNE

OTAN/NATO  
Paris, XVIe.

NATO CONFIDENTIEL

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DÉCLASSIFIÉ - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

TEXTE DE LA DECLARATION PRONONCEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL  
A L'OUVERTURE DE LA REUNION DU GROUPE SPECIAL  
SUR LES TACHES FUTURES DE L'ALLIANCE, LUNDI 6 MARS 1967

A mon avis, nous devrions au cours de cette première réunion du Groupe Spécial nous efforcer de prendre des décisions sur deux questions : (a) quels sont les sujets à étudier et (b) comment les étudier ? Notre tâche essentielle ce matin consiste à nous organiser et à mettre au point la procédure à suivre, mais notre examen devra inévitablement porter également sur des problèmes de fond ; nous aurons notamment à nous mettre d'accord sur les objectifs de nos travaux en la matière.

Permettez-moi tout d'abord d'aborder la liste des sujets à traiter. Bien qu'il soit possible naturellement de les présenter sous une autre forme (comme par exemple l'a fait la Belgique dans les questions qui viennent d'être distribuées) si vous le voulez bien je proposerai pour faire démarrer la discussion l'énumération suivante :

- (a) politique étrangère soviétique, la menace, l'interprétation donnée par l'URSS à la coexistence pacifique et à la détente.
- (b) Politique générale de défense de l'Alliance dans la situation présente ; principes fondamentaux relatifs au niveau et au déploiement des forces ; désarmement mutuel et contrôle des armements, leurs incidences sur l'équilibre des forces.
- (c) Objectifs politiques d'ensemble de l'Alliance dans le cadre des relations Est-Ouest ; les vues des Alliés sur les objectifs et l'application de la détente, la sécurité européenne et le problème allemand, la nature d'un règlement en Europe.
- (d) L'Europe occidentale et sa contribution particulière aux objectifs de l'Alliance.
- (e) Tâches de l'Alliance dans les régions extérieures à la zone de l'OTAN et d'une façon générale responsabilités de celle-ci à l'égard de l'ordre international.
- (f) Processus de consultations au sein de l'OTAN et ses rapports avec les engagements des membres de l'Alliance.

Je crois que ma liste reprend, pour l'essentiel, les questions qui figurent déjà dans le document de la Belgique.

Certes, chacune de ces séries de questions soulève des problèmes majeurs et il est possible pour chacune d'entre elles d'exprimer des points de vue très différents. Je m'en félicite puisque ce que nous recherchons tous ici, c'est un dialogue franc et qui ne laisse rien dans l'ombre. Mais, plus notre discussion sera franche, plus il apparaît nécessaire d'exposer clairement les tâches et les objectifs fondamentaux qui se dégagent de ces travaux. Je pense qu'il est déjà possible de tracer, tout au moins de façon préliminaire, les grandes lignes de ces tâches pour la plupart des questions traitées ; pour d'autres cependant, nous ne pouvons à ce stade guère aller au delà d'une analyse de la situation.

Permettez-moi maintenant de donner quelques exemples de questions essentielles qui se posent, selon moi, pour chaque sujet traité. Bien qu'il soit possible par exemple d'admettre que la politique étrangère soviétique ne songe plus aux aventures militaires, on peut également soutenir que l'URSS continue à appliquer activement en Europe une politique destinée à diviser et à affaiblir l'Alliance, l'Europe occidentale et l'Allemagne. Il s'agit là, à mon sens, du point capital à considérer bien que, naturellement, chacun puisse avoir et exprimer ici même un autre point de vue.

Pour ce qui est de la politique générale de défense de l'Alliance, il ne s'agit pas pour nous de déterminer des niveaux de forces ou de refaire les travaux qui sont déjà entrepris ailleurs par nos experts militaires et politiques. Notre tâche consiste plutôt à affirmer la nécessité fondamentale d'un équilibre approprié des forces, et à parvenir à un accord sur certains concepts militaires fondamentaux tels que l'alerte stratégique et politique, l'état de préparation nécessaire, les possibilités de mobilisation, l'éventualité d'une guerre courte ou prolongée, les relations entre les armes classiques et nucléaires. Certes, les divergences d'opinions sont inévitables dans tous ces domaines mais nous devrions nous efforcer de concilier nos points de vues.

En ce qui concerne les objectifs politiques de l'Alliance, il semble que notre tâche principale consistera à réaffirmer une fois de plus que la solidarité entre l'Europe libre, les Etats-Unis et le Canada est indispensable si l'on veut parvenir à un accord véritable et acceptable avec l'Union soviétique et les pays d'Europe orientale. La détente devra se poursuivre en ayant cet objectif bien en vue. Un règlement en Europe doit être considéré non comme la fin de l'Alliance mais comme un accord raisonnable entre l'Europe libre, l'Union soviétique et les pays d'Europe orientale, garanti par les Etats-Unis et le Canada et soutenu par l'Alliance Atlantique aussi longtemps que cela sera nécessaire. Nous devons également insister pour que cet accord offre une solution satisfaisante au problème allemand et comporte également des mesures de sécurité et de désarmement et la délimitation définitive des frontières. Dans le cadre ainsi tracé, nombreuses sont les façons concevables d'aborder les problèmes.

En ce qui concerne le problème de l'Europe occidentale et de sa contribution particulière aux objectifs de l'Alliance, on pourrait traiter ce point en soulignant le lien étroit existant entre la solidarité politique et économique, voire l'unité de l'Europe libre d'une part, et le maintien de la force et de la solidarité de l'Alliance dans son ensemble d'autre part. Là aussi, les débats pourraient bien faire apparaître des divergences importantes sur la signification exacte de la théorie bien connue des "deux piliers" ; nous ne pourrions pas non plus éluder la question de savoir qui, de l'Alliance dans son ensemble ou des pays européens intéressés, doit prendre l'initiative conduisant à cette solidarité de l'Europe et si possible à son unité.

En revanche, je serais bien embarrassé pour indiquer actuellement quelles sont les tâches de l'Alliance dans les régions extérieures à la zone de l'OTAN et, d'une façon générale à l'égard de l'ordre international. Un objectif final que l'on pourrait suggérer consisterait naturellement à décider s'il convient ou non d'étendre les responsabilités de l'Alliance au delà de la zone de l'OTAN. On pourrait également poser la question de savoir s'il est possible d'établir des règles de conduite que tous les pays de l'Alliance devraient appliquer à l'égard des problèmes des membres hors de la zone de l'OTAN. Finalement les différents aspects de la consultation en ce domaine pourraient faire l'objet d'un examen.

En ce qui concerne le processus de consultations au sein de l'OTAN et ses rapports avec les engagements des pays membres, notre problème et notre objectif essentiels ne consistent pas, selon moi, à répéter la doctrine et les recommandations des Trois Sages qui sont toujours d'actualité et valables. Nous devrions bien plutôt examiner le degré de coordination que la consultation au sein de l'OTAN implique pour les pays membres. Nous devrions également étudier la nature de l'unité d'action qui devra suivre ces consultations, notamment pour traiter les problèmes des relations Est-Ouest.

Lorsque nous nous seront mis d'accord sur la liste des sujets à traiter, il nous appartiendra alors de décider de la manière de procéder. Il existe plusieurs façons d'aller de l'avant, mais après réflexion, ma préférence va à une procédure que je souhaite soumettre à votre examen :

Nous pourrions créer pour chaque sujet un sous-groupe "ouvert" qui serait chargé de l'étudier et d'en débattre. Naturellement les effectifs et la composition de chacun de ces sous-groupes varieront.

Chaque sujet pourrait être confié à la délégation d'un pays membre ou au Secrétariat international qui serait chargé d'établir le document initial. Celui-ci servirait de base à l'examen au sein de chaque sous-groupe.

Il serait ensuite demandé au Secrétariat international de coordonner et de rédiger à nouveau ces documents, compte tenu des discussions intervenues. Ces documents devraient refléter fidèlement la nature des débats et les vues exprimées.

Finalement, tous les documents devraient être examinés conjointement par le Groupe Spécial au complet. Celui-ci se prononcerait alors sur le rapport d'activité au Conseil devant être établi par le Secrétariat international, en vue d'une éventuelle soumission aux Ministres en juin prochain.

Cette procédure assurerait une participation aussi large que possible de tous les Alliés, et permettrait au Groupe Spécial de progresser simultanément dans chacune de ses études.

Je dois cependant signaler qu'il nous faudra peut-être un bon mois pour établir les premiers rapports. Il ne serait cependant peut-être pas inutile de poursuivre ces échanges de vues préliminaires avant de les recevoir.

Avant de conclure notre examen de la procédure, j'aimerais faire deux autres observations : (1) le Comité Militaire a demandé dans les POLADs, si le Groupe Spécial estime utile la participation d'un représentant militaire à ses travaux. Une réponse à cette question s'impose. Je suppose que nous aurons certainement à faire appel aux autorités militaires lorsque nous examinerons les questions de défense, mais j'estime que la plupart de nos études sont de nature essentiellement politique; il ne semble donc pas actuellement qu'elles nécessitent une appréciation ou une contribution militaire ; (2) la deuxième remarque concerne les procès-verbaux. Je pense que les délibérations de notre Groupe doivent être aussi libres et "ouvertes" que possible. Je propose donc de nous dispenser de procès-verbaux.

Je crois que je parle depuis trop longtemps déjà. Permettez-moi cependant d'ajouter encore une dernière remarque : nous aurons à étudier, lorsque le moment sera venu, la présentation des résultats de nos travaux à l'opinion publique sous une forme compréhensible et acceptable par les jeunes et les plus âgés. En établissant les rapports définitifs, j'aurai ce souci bien présent à l'esprit et je suis sûr que le Groupe y attache une importance au moins égale à la mienne. Qu'il me soit permis maintenant d'ouvrir les débats : tout d'abord sur la liste des questions et les objectifs de nos travaux, ensuite sur la procédure à adopter pour aller de l'avant.